



MINISTÈRE CHARGÉ DES TRANSPORTS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interdépartementale
des routes Centre-Est

Lyon, le 27/06/2025

Service d'Exploitation Routière de Lyon
Cellule Gestion de la Route

La directrice,

à

Mesdames et Messieurs

Nos réf. : 69_N346_35+100
Bassin n° 6 bis

Affaire suivie par : Daniel PERRET

Tél. : +33 6 58 31 36 38

Courriel : daniel.perret@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Consultation des entreprises portant sur la dépollution d'un bassin d'assainissement routier suite à une pollution accidentelle sur la RN 346 au niveau du PR 35+150

PJ :

Plan de récolement Bassin circulaire n°06 bis

Procès verbaux des résultats d'analyses de l'eau et des boues présentes dans le bassin n°06 bis

LETTRE D'ENGAGEMENT

Dépollution bassin n°6 bis

Article 1- Identification

Article 1.1 - Représentant du maître d'ouvrage (RMO)

Direction interdépartementale des routes Centre-est

228, rue Garibaldi

69446 LYON Cedex 3

Personne physique qui représente le maître d'ouvrage :

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est par délégation de Madame la Préfète
Coordonnatrice des Itinéraires Routiers (arrêté préfectoral en vigueur)

Personne habilitée à donner les renseignements :

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est

Par délégation monsieur le Chef du Service Régional d'Exploitation de Lyon

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Directeur des Finances Publiques du Rhône

Article 1.2 - Titulaire

Je soussigné,

Nom, prénom :

☐ agissant en mon nom ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tél. :

Fax :

Courriel :

☐ agissant pour le nom et le compte de la Société :
(intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège
à :

Tél. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET)																				
N° de TVA intracommunautaire																				

Compte à créditer : joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) comportant les numéros IBAN et BIC.

Article 1.3 - Le maître d'œuvre

La consultation est assurée par Pascal PLATTNER, responsable du service d'exploitation de Lyon, de la DIRCE :

- Pascal Plattner : pascal.plattner@developpement-durable.gouv.fr

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le chef du District de Lyon ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :

- L'écriture, le datage, la numérotation et la notification des ordres de service (CCAG art. 3.8.1) ;
- La réception des observations du titulaire aux ordres de service autres que celles relevant des fonctions de la Directrice Interdépartemental des Routes Centre-Est (CCAG art. 3.8.2) ;
- La signature des ordres de service notifiant des prestations supplémentaires ou modificatives (CCAG art. 13.4) ;
- La notification des pénalités susceptibles d'être appliquées, et des décisions d'application (CCAG art 19.2.4).

Article 2- Règlement de consultation

Article 2.1 - Contexte

Suite à une pollution accidentelle survenue le 11/03/2022, la direction interdépartementale des routes Centre-Est (DIRCE) prévoit la dépollution d'un bassin d'assainissement routier situé en périphérie de la route nationale RN346 (PR 35+150) à proximité de la commune de Chassieu (69).



Carte d'implantation bassin 6 bis



Vue aérienne bassin 6 bis

Article 2.2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la dépollution, l'évacuation et le traitement des déchets du bassin N° 6 bis sur le territoire de la commune de Chassieu.

Article 2.3 - Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la Commande Publique.

Article 2.4 - Organisation de l'achat

a) Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

b) Décomposition en tranche

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

Article 3- Conditions de la consultation

Article 3.1 - Visite préalable

La visite du site est obligatoire. Un justificatif de visite sera remis au candidat. Ce justificatif de visite sera joint par le candidat à son offre. Afin de prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser à :

DIRCE - District de Lyon

59, Chemin d'Yvours

69310 Pierre-Bénite

Monsieur PEQUIN Paul

06.79.44.76.92

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence de l'attestation du district de Lyon prouvant la visite du site entraînera l'élimination de la candidature.

Article 3.2 - Condition de remise des offres

La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au **vendredi 1^{er} août 2025 à 12h00**.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique sur la plateforme PLACE.

L'offre devra porter la mention :

« DIRCE-SREXL-2025-DEPOL-BASSIN6 »

Article 3.3 - Composition du dossier à remettre par les candidats

- ☒ la présente lettre d'engagement dûment complétée ;
- ☒ le devis détaillé ;
- ☒ une note indiquant les moyens humains et leurs qualifications, les moyens matériels, un programme d'intervention, toute information ou proposition que le candidat estime nécessaire à la compréhension de son offre.

Article 3.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3.5 - Jugement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère « prix des prestations », apprécié au vu du détail estimatif du lot concerné fourni à titre indicatif (DEI) par le pouvoir adjudicateur, et valorisé par le candidat, document non contractuel destiné au jugement de l'offre.	100,00 %

Le critère « prix des prestations » sera apprécié au vu du montant en euros TTC, dans le détail estimatif indicatif (DEI), de l'offre du lot considéré fourni à titre indicatif par les candidats, selon la formule de notation suivante :

Note prix du candidat = $20 \times (\text{montant de l'offre la moins disante} / \text{montant de l'offre du candidat})$

Article 3.6 - Négociation

À l'issue de la première phase d'analyse des offres, la présente consultation pourra faire l'objet de négociation. En ce cas, seules les trois offres les mieux classées (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres) au regard des critères et pondération, définis ci-dessus, seront sélectionnées.

a) Objet de la négociation

Outre l'aspect financier, ces négociations permettront de procéder à des réajustements méthodologiques / techniques au regard des attentes représentant du maître d'ouvrage et d'aboutir à d'éventuelles propositions d'amélioration.

Elle permettra également d'échanger sur les compléments nécessaires à apporter à toute offre incomplète et jugée irrégulière.

Cette négociation pourra donc porter sur l'ensemble des conditions du marché sans pour autant modifier ses caractéristiques principales.

b) Modalité de la négociation

Les négociations se font via la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et chacun des candidats est rencontré dans un délai de 10 jours suivant la date d'ouverture des offres.

Un seul tour de négociation est effectué. Seuls les échanges écrits sont autorisés.

Au terme de la négociation, une lettre d'engagement modifiée est mise en ligne. Les candidats disposent de 10 jours pour déposer une offre modificative. Les offres finales seront analysées sur la base des critères initialement prévus.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 4- Cahiers des charges particulières

Article 4.1 - Nature des prestations

D'une manière générale, les travaux comprennent toutes les sujétions nécessaires à la complète réalisation de la dépollution, de l'évacuation et du traitement des déchets, objet de la présente consultation, ainsi que de la remise en état des lieux mis à la disposition de l'entrepreneur.

Les travaux compris dans la consultation couvrent en particulier (liste non exhaustive) :

- le pompage et le traitement des eaux polluées ;
- l'enlèvement et le traitement des déchets verts existants éventuels ;
- le pompage et le traitement des boues ;
- le nettoyage de toutes les surfaces en contact des zones polluées.

La DIRCE a réalisé des analyses de l'eau et des boues présentes dans le bassin 6 bis. Les résultats de ces analyses peuvent être demandés au chef du district de Lyon, Paul Pequin (visite préalable).

Article 4.2 - Gestion et élimination des déchets

L'entrepreneur doit s'assurer que l'évacuation et le traitement est réalisé en conformité avec la législation.

L'utilisation obligatoire de Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) garantit la connaissance de la filière d'élimination, la traçabilité des déchets et fournit une preuve de leur élimination.

L'entrepreneur devra fournir en amont des travaux de retrait des déchets des certificats d'acceptation de ces derniers par des centres agréés.

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre les BSD finalisés dans les 2 jours ouvrés suivants l'évacuation des déchets et assure la traçabilité des déchets en utilisant la plate-forme Trackdéchets.

Enfin, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre les certificats d'acceptation en installation définitive.

Article 4.3 - Travaux non compris dans la consultation :

La signalisation de chantier n'est pas comprise dans cette consultation. Elle sera réalisée par la DIRCE – District de Lyon – CEI de Saint-Priest.

Aucune intervention ne peut être commencée sans formalisation de la prise en compte de la sécurité et accomplissent les conditions réglementaires préalables au démarrage. Les interventions feront l'objet d'une fiche de préparation de chantier établie avec le CEI et seront, en particulier abordées, les conditions d'entrée et de sortie des zones de travaux.

Le titulaire devra faire connaître au maître d'œuvre, le nom et le numéro de téléphone de la personne désignée pour le représenter sur le chantier.

CEI (centre d'exploitation et d'intervention)		
Adresse	Téléphone	Courriel
C.E.I. de Saint-Priest : 10, rue Ambroise Paré 69800 Saint-Priest	04 78 86 63 40	fabienne.bardon@developpement-durable.gouv.fr

Article 4.4 - Propriété des documents

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Article 4.5 - Protection de la santé et sécurité au travail

a) Équipements de protection collective : signalisation

Toute la signalisation temporaire nécessaire à la réalisation des prestations est à la charge du maître d'ouvrage.

Aucun accès sur les zones circulées ne saurait être accepté sans la mise en place du balisage correspondant.

Pour toutes interventions sur les chaussées et accotements, le gestionnaire du réseau routier procède à la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires à la protection du personnel chargé des travaux de dépollution.

b) Équipements de protection individuelle

Le personnel doit impérativement porter un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme aux prescriptions de la norme NF EN 471, de classe 2 ou 3.

c) Véhicules

Les véhicules stationnant fréquemment sur la chaussée ou les accotements doivent être de couleurs claires dotés de bandes blanches et rouges rétro-réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987, de feux spéciaux réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972 et de panneaux AK5 ou AK14 équipé aux trois sommets de feux de balisage et d'alerte R2 synchronisés conformes aux prescriptions de la norme NF EN 12352, et dont la commande est indépendante de celle des feux spéciaux.

Article 4.6 - Déroulement des prestations

Les travaux devront se réaliser dès l'acceptation de l'offre.

Le titulaire réalisera les démarches afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de dépollution et respectera les consignes liées à la sécurité, à la signalisation qui pourront lui être données. Puis, le titulaire précisera dans son offre toute prestation supplémentaire à mettre en œuvre pour la bonne exécution des travaux de dépollution.

En particulier, le titulaire devra informer les intervenants du District de Lyon :

Intervenants		
Adresse	Téléphone Mobile	Courriel
Paul PEQUIN DIRCE District de Lyon 59, chemin d'Yvours 69310 Pierre-Bénite	04 78 86 63 30 06 79 44 76 92	paul.pequin@developpement-durable.gouv.fr
Franck THOLLET DIRCE District de Lyon 59, chemin d'Yvours 69310 Pierre-Bénite	04 78 86 63 43 06 77 79 27 10	franck.thollet@developpement-durable.gouv.fr
Fabienne BARDON DIRCE – District de Lyon C.E.I. de Saint-Priest : 10, rue Ambroise Paré 69800 Saint-Priest	04 78 86 63 40	fabienne.bardon@developpement-durable.gouv.fr

Article 4.7 - Travaux préparatoires

La collecte des informations et des documents nécessaires à l'exécution du travail demandé, et l'exploitation de l'ensemble de la documentation est à prévoir dans l'offre du candidat.

La période de préparation sera d'une durée de 1 mois. Elle pourra être réduite par ordre de service si l'entrepreneur a fourni tous les éléments demandés dans la lettre d'engagement.

Article 4.8 - Prix

a) Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix est réputé être celui correspondant au mois de signature du marché par le titulaire.

b) Variation des prix

Les prix sont fermes.

c) Montant du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les prestations seront réglées de la façon suivante :

- le solde à l'achèvement de la commande, après acceptation par le maître d'œuvre.

Le signataire s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées par application de prix unitaires et forfaitaires repris dans le détail estimatif comme suit :

Détail estimatif indicatif					
N° de prix	Désignation du prix	Unité	Quantité estimée	Prix unitaire ou forfaitaire H.T.	Total HT
1	<p><u>Pompage et élimination des eaux polluées</u></p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pompage des eaux • l'évacuation et le traitement des eaux polluées • la remise des bordereaux de suivi de déchets (BSD) • toutes sujétions nécessaires à cette prestation <p>Ce prix sera rémunéré à la tonne, à partir des bordereaux de suivi de déchets, des bons de pesés et des certificats d'acceptation définitif délivrés par l'installation de stockage de déchets et remis au maître d'œuvre, et fera l'objet de constat contradictoire.</p> <p>Prix en toute lettre :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	Tonne	20		
2	<p><u>Enlèvement et éliminations des déchets verts résiduels</u></p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'enlèvement des roseaux • l'évacuation et le traitement des roseaux • la remise des bordereaux de suivi de déchets (BSD) • toutes sujétions nécessaires à cette prestation <p>Ce prix sera rémunéré à la tonne, à partir des bordereaux de suivi de déchets, des bons de pesés et des certificats d'acceptation définitif délivrés par l'installation de stockage de déchets et remis au maître d'œuvre, et fera l'objet de constat contradictoire.</p> <p>Prix en toute lettre :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	Tonne	2		

3	<p><u>Pompage et élimination des boues</u></p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pompage des boues et le séchage des boues • l'évacuation et le traitement des boues • la remise des bordereaux de suivi de déchets (BSD) • toutes sujétions nécessaires à cette prestation <p>Ce prix sera rémunéré à la tonne, à partir des bordereaux de suivi de déchets, des bons de pesées et des certificats d'acceptation définitif délivrés par l'installation de stockage de déchets et remis au maître d'œuvre, et fera l'objet de constat contradictoire.</p> <p>Prix en toute lettre :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	Tonne	10		
4	<p><u>Nettoyage du bassin</u></p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nettoyage de la surface bétonnée du bassin (fond et talus) et pompage des eaux utilisées • l'évacuation et le traitement des eaux • la remise des bordereaux de suivi de déchets (BSD) • toutes sujétions nécessaires à cette prestation <p>Ce prix sera rémunéré au forfait, après validation du nettoyage par le maître d'œuvre et fourniture par le titulaire des certificats d'acceptation définitif délivrés par l'installation de traitement de déchets.</p> <p>La surface à nettoyer n'excédera pas 3800 m².</p> <p>Prix en toute lettre :</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	Forfait	1		

MONTANT TOTAL ESTIMATIF ET INDICATIF DU MARCHÉ

Montant hors TVA		€ HT
Taux de TVA	%, soit	€
Montant TTC		€ TTC

Article 4.9 - Contenu des prix

Le titulaire remettra au maître d'œuvre une décomposition du prix forfaitaire n°4. Elle sera présentée de manière détaillée et comprendra la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant.

Article 4.10 - Conditions d'exécution

Le présent marché est constitué par le document contractuel suivant : cahier des clauses administratives particulières générales travaux (CCAG TRAVAUX).

a) Acceptation de l'offre

Le début des prestations se fait par l'émission d'un ordre de service qui précise la date de début du délai d'exécution.

b) Passation de la commande

La commande sera adressée sous forme d'une lettre de notification signé par :

le représentant du maître d'ouvrage ou ses délégataires

La lettre de notification pourra être adressée pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi par la PLACE. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de soixante-douze (72) heures par courrier électronique de la lettre de notification portant la date et l'heure de réception au site demandeur. Le rapport de transmission automatique du représentant du maître d'ouvrage fera foi en cas de contestation.

c) Lieux d'exécution

Coordonnées géographiques		Territoires				Voies
LATITUDE	LONGITUDE	DÉPT	DISTRICT	COMMUNE	PR	PORTÉE
45°45'01.1"N	4°59'06.4"E	69	LYON	Chassieu	35+150	RN 346





d) Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **1 mois** à compter de l'OS qui précise les dates d'exécution.

e) Modalités de règlement

Les règlements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Facture à déposer sur CHORUS PRO :

Siret : 11000201100044

Code_service : CGFB200069

Numéro d'EJ : voir sur lettre de notification

f) Pénalité

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, il n'est pas prévu de montant minimum des pénalités.

Une pénalité de 100,00 € par jour calendaire de retard est prévue pour le non-respect du délai d'exécution. La pénalité est applicable par simple constat du représentant du maître d'ouvrage. Ce constat interviendra par ordre de service.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 18.2 et 19.2 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 19.1.3 du CCAG travaux, **une pénalité forfaitaire de 5 000 € est prévue pour l'annulation moins de 48 h avant l'intervention, ou pour la non présentation sur site le jour prévu de l'intervention.** La pénalité est applicable par simple constat du représentant du maître d'ouvrage. Ce constat interviendra par ordre de service.

Article 4.11 - Réceptions des travaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Article 4.12 - Garantie sur tiers

Le titulaire garantit le représentant du maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

Article 4.13 - Dérogations au cahier des clauses administratives générales

Les articles suivants de la présente lettre d'engagement dérogent au cahier des clauses administratives générales travaux :

- Article 4.7 déroge à l'article 28.1 du CCAG
- Article 4.10.f déroge aux articles 19.2.1 à 19.1.3 du CCAG

Article 4.14 - Déclarations, attestation sur l'honneur

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit les certificats et attestations prévus aux articles R.2142, R.2143 du Code de la Commande Publique dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande du représentant du maître d'ouvrage, s'ils ne sont pas fournis lors de la remise de l'offre.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Toute réclamation est à adresser au tribunal administratif compétent :

Tribunal administratif de LYON

184, rue Duguesclin

69433 LYON cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Télécopie : 04 87 63 52 50

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Article 5- Signature du marché

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le présent document comporte cinq articles et 15 pages.

Lu et complété par le candidat

A _____ le _____

Signature et cachet de la Société

Mention écrite « Lu et approuvé »

Acceptation de l'offre

Notification du marché : oui – non

Le Représentant du Maître d'ouvrage

à Lyon, le

Par délégation pour madame la Directrice de la
direction interdépartementale des routes Centre-
Est,

Monsieur le Chef du Service Régional
d'Exploitation de Lyon,

Pascal PLATTNER.